

Sud

SOLIDAIRES, UNITAIRES ET DEMOCRATIQUES

ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI

80-82 rue de Montreuil 75011 PARIS



CTPM du 7 octobre : Tout pour la Réforme, Rien pour les agents sinon des suppressions d'emplois

« *Décentralisation, performance et compétitivité* » : Francis Mer pose les jalons d'évolutions lourdes des missions, des structures, des emplois et des modes de rémunération des fonctionnaires, le tout sur fond de suppressions d'emploi !

- ❑ Si aucune externalisation de missions n'est officiellement annoncée (retenue à la source repoussée), la distinction missions principales et missions considérées comme périphériques contient en germe de lourdes menaces pour l'avenir.
- ❑ Le ministre a exposé, sous couvert de spécialisation par catégorie d'utilisateurs : particuliers, professionnels, collectivités locales **une dynamique de concentration et de réduction du maillage territorial**
- ❑ Le processus de décentralisation suivra les orientations du Premier Ministre qui restent d'ailleurs à préciser.
- ❑ Si le Ministre a mis verbalement en avant la nécessaire reconnaissance du rôle des agents, celle-ci ne se traduit par aucune mesure concrète. Bien au contraire :
 - Les 1350 suppressions d'emplois pour 2003 sont confirmées (**127 en Centrale dont une majorité de B pourtant déjà déficitaires**)
 - Tout indique que le MINEFI s'inscrit dans une **logique pluriannuelle** de suppressions d'emplois
 - Pour la Centrale, le Ministre a souligné la nécessité **de rationalisation des services et d'un resserrement des administrations**. Les missions économiques sont particulièrement visées avec le pointage de doublons dans **les directions chargées de l'élaboration de la politique économique** (Trésor, Budget, DREE, Prévision, DIGITIP, DGEMP...)
 - La reconnaissance de la qualification des agents (plan de promos) est affirmée dans son principe mais aucune mesure concrète n'a été annoncée dans l'immédiat.
 - La **rémunération des agents « au mérite »** doit faire l'objet de discussions ultérieures mais on sent le Ministre déterminé à aboutir, et ce malgré l'opposition unanime des organisations syndicales.

Pour SUD CENTRALE et la FDSU, M. Mer inscrit sa réforme dans le cadre général de **réduction à tout prix du déficit public** et opte pour la **paupérisation des moyens** affectés à la lutte contre la fraude fiscale, la protection des consommateurs et la politique industrielle introduisant une rupture dans l'égalité de traitement des citoyens. **Ce n'est pas acceptable et c'est dangereux pour l'avenir !**

Après la manifestation massive du 3 octobre dernier sur la défense du service public, avant celle de l'éducation nationale du 17 octobre c'est bien **la question centrale du rôle de l'Etat et des moyens du service public qui est posée.**

Au delà des questions sectorielles c'est un choix de société qui est en débat.

La FDSU estime nécessaire une mobilisation unitaire et solidaire pour imposer d'autres choix pour le service public, pour l'emploi et le pouvoir d'achat.